



AKADEMIYA
The Expertise We Need-The Africa We Want



2022, ANNÉE DE LA NUTRITION DE L'UNION AFRICAINE : Renforcer la résilience en matière de nutrition et de sécurité alimentaire sur le continent africain

3^{ème} Concertation – Impacts de la guerre entre la Russie et l'Ukraine sur la nutrition, la sécurité alimentaire et la pauvreté en Afrique : défis et opportunités pour la mise en place de systèmes alimentaires résilients

Mardi 26 juillet 2022

Messages clés et Recommandations

1. En accord avec les priorités de l'Union Africaine qui a fait de l'année 2022 une année entièrement dédiée à la nutrition et à la sécurité alimentaire, AKADEMIYA2023 et le Conseil National de Développement de la Nutrition du Sénégal (CNDN) coorganisent une série de concertations de haut niveau sur la nutrition et la sécurité alimentaire. Ces dialogues auxquels prennent part un large éventail de parties prenantes – des décideurs gouvernementaux, des représentants d'organisations de la société civile, d'agriculteurs, d'instituts de recherche et du secteur privé ainsi que des partenaires au développement – constituent des cadres d'échange de connaissances et d'apprentissage mutuel. Ils visent à faciliter la conduite d'actions concrètes nécessaires pour atteindre les objectifs nationaux, continentaux et mondiaux en matière de nutrition et de sécurité alimentaire.
2. La 3^{ème} concertation a porté sur les impacts de la guerre russo-ukrainienne sur la nutrition, la sécurité alimentaire et la pauvreté en Afrique et ses implications sur la capacité des gouvernements africains à construire des systèmes alimentaires plus résilients aux chocs économiques, sanitaires et environnementaux.
3. Dans son discours d'ouverture, **Mme Aminata Diop Ndoye, Secrétaire exécutive du Conseil National de Développement de la Nutrition (CNDN) du Sénégal**, a souligné que les pays africains doivent accorder une attention particulière aux effets de la guerre sur le statut nutritionnel des populations et sur la nécessité de renforcer la résilience des populations africaines face aux chocs à travers la mise en place de programmes pertinents dans le domaine agricole, de l'enseignement et de la formation. Selon elle, la guerre est en train de bouleverser tous les efforts fournis par les pays pour relancer leurs économies et elle vient

s'ajouter aux différentes formes de vulnérabilités auxquelles les populations face, dont celles liées aux crises alimentaires dont les effets sur leur statut nutritionnel et leur bien-être sont immédiats.

4. **Dr Simplicie Nouala, Chef de Division, Agriculture et Sécurité alimentaire, Département de l'Agriculture, du Développement Rural, de l'Économie Bleue et de l'Environnement Durable (AUC-DARBE), Commission de l'Union Africaine**, a souligné dans son intervention que la crise entre l'Ukraine et la Russie a mis en exergue la vulnérabilité des systèmes alimentaires des pays africains. Il a déclaré que, selon les statistiques récentes du PAM, ce conflit qui a perturbé nos chaînes d'approvisionnement du blé et des produits agricoles, avec comme conséquence une hausse des prix sans précédent, pourrait précipiter dix à vingt millions de personnes dans une situation d'insécurité alimentaire.
5. **Mme Gerda Verburg, Coordinatrice, Scaling Up Nutrition (SUN)**, a soutenu que l'enjeu majeur est de susciter un engagement plus solide de la part des gouvernants sur le front de la nutrition (surtout en termes de mobilisation des ressources domestiques) et de renforcer la fiabilité de l'ensemble des politiques. Elle a aussi appelé les participants à saisir l'opportunité qu'offre cette crise pour consolider l'investissement dans la transformation des systèmes alimentaires de nos pays.
6. **Dr Ismael Fofana, Directeur, Capacité et Déploiement d'AKADEMIYA2063** dans son exposé sur l'étude menée par AKADEMIYA2063 sur « Les impacts de la guerre russo-ukrainienne sur le commerce mondial des produits et les perturbations des marchés alimentaires », a démontré que la crise a affecté l'ensemble des pays, touchant plus spécifiquement les prix, les marchés, les emplois, la pauvreté et la sécurité alimentaire. L'analyse a montré que les effets varient en fonction des modalités commerciales de chaque pays et a classé les pays en 3 groupes : ceux qui seront fortement impactés, ceux qui auront une capacité de récupération très rapide parce que disposant d'une structure commerciale très solide et enfin ceux qui seront très légèrement impactés.
7. Sous la direction du Modérateur **Dr Augustin Wambo Yamdjeu**, Directeur, Systèmes de Gestion des Connaissances d'AKADEMIYA2063, un panel d'experts dont Monsieur Abdoulaye Dia, Chef Équipe Agriculture, Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), Sénégal, Monsieur Malick Ndao, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural du Sénégal, Mme Boucal Rachelle Fayçaline Coly, Secrétaire Général du Ministère du Développement Communautaire et de l'Équité Territoriale (MDET) et Mme Sara Mbago-Bhunu, Directrice, Division de l'Afrique de l'Est et du Sud, Fonds international de développement agricole (FIDA), ont présenté les mécanismes mis en place ou à mettre en place par les pays et les partenaires au développement, pour mieux faire face aux impacts de la guerre en Ukraine qui sont durement ressentis par les pays africains sur le plan économique et social, notamment dans les domaines de l'agriculture, la santé et la protection sociale.
8. **M. Abdoulaye Dia, Chef d'Équipe Agriculture, Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), Sénégal** a partagé les actions envisagées par l'USAID pour accompagner les gouvernements, les communautés et les entreprises dans l'atténuation des chocs provoqués par la crise en Ukraine. Il a fait part de plusieurs programmes en stade de mobilisation de fonds ou d'exécution sur le terrain qui vont sûrement apporter une réponse humanitaire et locale à la crise de la COVID-19 et à la crise ukrainienne que subissent les pays.

9. **M. Malick Ndao, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER), Sénégal**, a présenté les différentes mesures prises par le gouvernement du Sénégal pour anticiper les chocs comme cette crise qui aura un impact certain sur la feuille de route élaborée par le Sénégal lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 pour des systèmes alimentaires durables à l'horizon 2030. Selon lui, même si cette crise intervient dans un contexte où, malgré les performances agricoles enregistrées, le Sénégal n'arrive pas encore à atteindre l'autosuffisance alimentaire, les actions envisagées dans cette feuille de route pourraient permettre d'en atténuer les effets. À cela s'ajoute une vision claire et la définition d'axes stratégiques qui s'articulent autour de (i) l'amélioration durable de la disponibilité d'aliments diversifiés, sains et nutritifs, (ii) l'amélioration du cadre législatif et réglementaire des systèmes alimentaires et (iii) le renforcement de la résilience des systèmes alimentaires, en plus des mesures prises dans le cadre de la campagne agricole
10. Dans son intervention, **Mme Boucal Rachelle Fayçaline Coly, Secrétaire Générale du Ministère du Développement Communautaire et de l'Équité Territoriale (MDCET) du Sénégal**, a mis l'accent sur les mécanismes mis en place par le gouvernement dans le cadre de la protection sociale qui contribueront au renforcement de la résilience des systèmes alimentaires.
11. **Mme Sara Mbago-Bhunu, Directrice, Division de l'Afrique de l'Est et du Sud, Fonds international de développement agricole (FIDA)**, a indiqué dans son intervention, un ensemble d'actions et d'investissements clés que les gouvernements et leurs partenaires devraient entreprendre pour renforcer la résilience à long terme et leurs capacités à mieux faire face aux chocs.
12. Dans son discours de clôture, **Dr Ousmane Badiane, Président d'AKADEMIYA2063**, a adressé ses vifs remerciements au CNDN pour le partenariat liant les deux structures ainsi qu'à tous les participants qui ont partagé leur expérience et leurs opinions sur les effets combinés de la crise de la COVID et de la guerre Russo-ukrainienne. Il s'est engagé à renforcer ce partenariat entre les deux structures. Il est aussi revenu sur le travail d'analyse qui a été fait par AKADEMIYA2063, en rapport avec les effets de la crise sur les différents marchés et sur l'importance de faire le lien avec la nutrition, tout en soulignant que ce travail devrait permettre aux gouvernants de mieux appréhender les mesures correctrices à mettre en place dans plusieurs secteurs pour faire face à cette crise.

Messages clés et Recommandations

1. Les effets de la guerre telle que la hausse de prix des denrées de première nécessité doivent conduire les états renforcer la résilience de leurs systèmes alimentaires en développant des programmes agricoles et d'éducation et de formation plus adaptés aux défis nationaux.
2. Les impacts de la crise se traduisent par des changements dans les termes de l'échange ; par exemple, la plupart des pays sont confrontés à des augmentations de l'indice des prix à l'importation de plus de 5 points de pourcentage, alors que les augmentations de l'indice des prix à l'exportation ont tendance à être plus faibles.

3. Les effets de la crise varient en fonction des modalités commerciales de chaque pays et aujourd'hui on peut les classer les pays en 3 groupes : ceux qui seront fortement impactés, ceux qui auront une capacité de récupération très rapide parce que disposant d'une structure commerciale très solide et enfin ceux qui seront très légèrement impactés.
4. Il est nécessaire pour les pays africains de prendre des dispositions importantes telles que la réduction de la dépendance par rapport aux produits importés, le renforcement des investissements en faveur de systèmes alimentaires plus résilients, le développement de politiques éducationnelles et agricoles plus adaptées aux opportunités et défis nationaux en matière de nutrition et de sécurité alimentaire, ainsi que le renforcement de l'implication du secteur privé dans la prise en charge des défis liés à la nutrition et à la sécurité alimentaire.
5. Parmi les actions à envisager pour construire des systèmes alimentaires résilients en Afrique, on distingue la promotion de la production locale (notamment celle des cultures négligées) pour renforcer notre capacité de production et réduire l'impact des ressources naturelles et climatiques sur nos systèmes alimentaires, tout en renforçant la promotion de pratiques agricoles plus en conformité avec les défis climatiques et environnementaux.
6. Il est impératif de renforcer l'engagement des gouvernants en faveur de la nutrition afin de réduire l'impact de la crise sur la nutrition et la sécurité alimentaire.
7. Il faut saisir l'opportunité de cette crise pour renforcer les systèmes alimentaires des pays tout en amenant les gouvernements à augmenter d'au moins 3% l'investissement dédié à la prévention de la malnutrition à partir des ressources domestiques.
8. Pour Gerda Verburg, un investissement dans la nutrition est un investissement dans le futur des enfants, des familles et des communautés et plus globalement pour le développement des pays.
9. L'USAID augmenté de 5 milliards de dollars son financement pour accompagner le secteur agricole fortement touché par l'augmentation des prix de l'engrais en appuyant les petites et moyennes entreprises (PME) et industries (PMI) ainsi que les grandes entreprises qui produisent des engrais, tout en faisant la promotion de la production des engrais plus écologiques. Le projet *Feed the Future* développe de nouvelles initiatives et travaille de manière plus ciblée avec les ménages et famille plus vulnérables qui ont été gravement frappés par la crise.
10. Selon M. Malick Ndao, Secrétaire Général du ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural du Sénégal, plusieurs actions fortes envisagées par le gouvernement pourront atténuer les effets de la crise. Il s'agit notamment du développement d'un plan de redynamisation et de restructuration des systèmes alimentaires et des systèmes de production agricoles à travers le PASAD (Programme Agricole Pour Une Souveraineté Alimentaire Durable--2021-2025) dont le budget est évalué à 1 021 milliards de francs CFA et de l'évaluation et la révision de la loi agrosylvopastorale.
11. Pour garantir une campagne agricole 2022-2023 de qualité, le gouvernement du Sénégal a procédé au démarrage précoce de la campagne agricole, avec la distribution des intrants, l'achat de 80 000 tonnes d'urée destinés aux produits horticoles, la distribution des

agréments pour la fourniture des semences et enfin l'augmentation du budget de la campagne, qui est passé de 60 à 70 milliards de francs CFA en 2022.

12. Selon Madame la Secrétaire Générale du MDCET du Sénégal, la mise en place d'un système de protection sociale holistique et adaptatif combinant l'articulation avec les systèmes de couverture d'assurance maladie universelle, le renforcement de l'accès aux services sociaux de base, le développement d'activités de protection sociale (activités d'amélioration des revenus des ménages vulnérables, aides alimentaires d'urgence aux ménages vulnérables pour faire face aux chocs) contribueront à réduire les effets de la crise sur les populations.
13. Il est essentiel de disposer d'un programme d'équité territoriale et d'un système de protection sociale solide comme le Registre National Unique (RNU) qui est un référentiel unique de ciblage des bénéficiaires des programmes de protection sociale pour garantir l'efficacité des stratégies de résilience face aux chocs d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.
14. Pour Mme Mbago-Bhunu, Directrice, Division de l'Afrique de l'Est et du Sud, Fonds international de développement agricole (FIDA), pour renforcer la résilience des pays africains, il faudra envisager de restructurer la finance globale, revoir comment mobiliser nos finances nationales, améliorer la valeur de nos ressources naturelles, tirer profit des financements de la lutte contre le changement climatique, développer les capacités des jeunes en termes de production et enfin prioriser nos investissements.